

## INTRODUCTION :

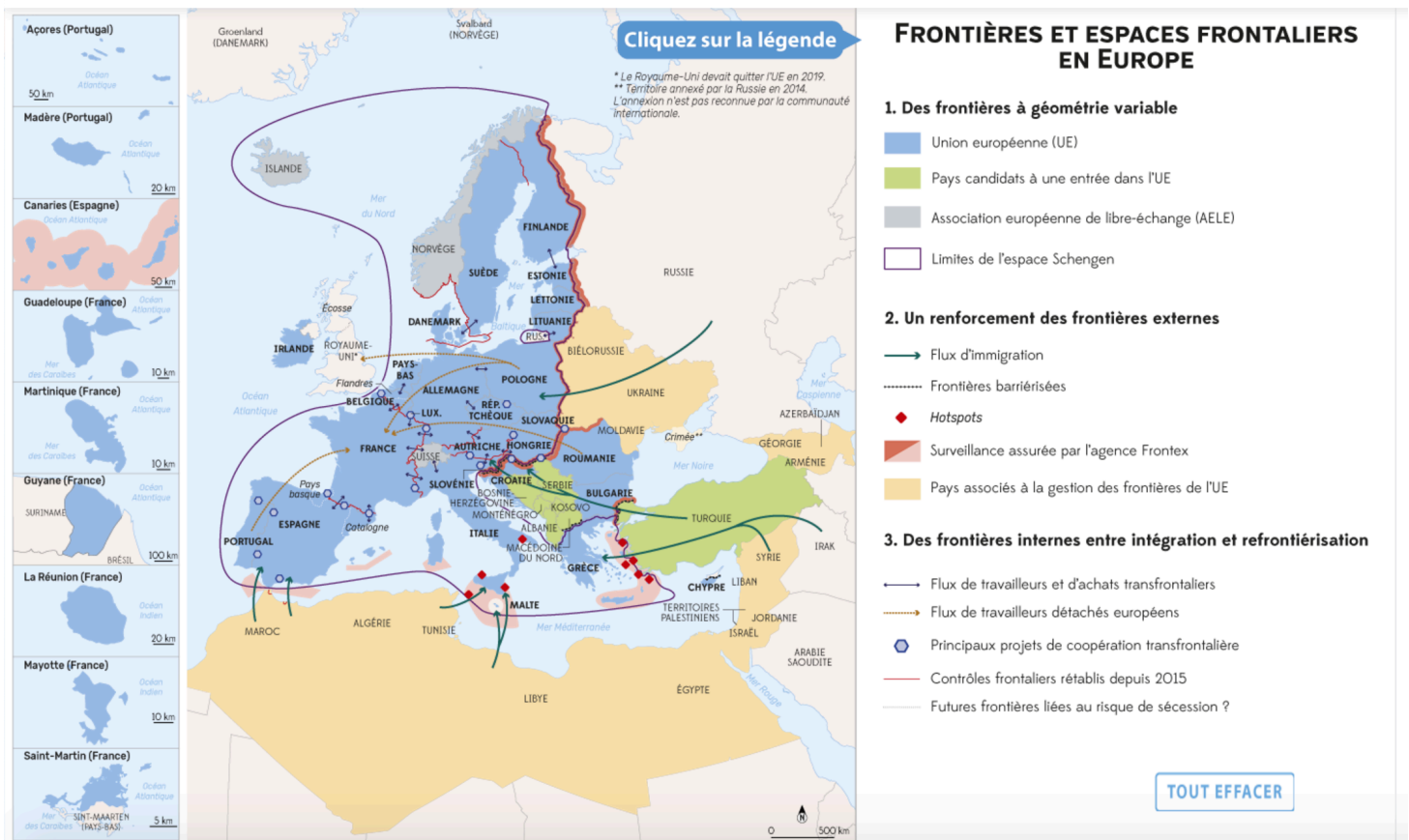
Après avoir étudié la question du tracé des frontières au fil de l'histoire, nous avons pu observer que la frontière suit une logique politique héritée des conflits. On a pu ainsi observer que même la frontière /barrière comme le limes pouvait être un espace d'échange. Ainsi Rome commerçait de l'étain, de l'ambre venus des confins de l'est de l'Europe mais vendait également au monde barbare de l'huile d'olive ou du vin. Ainsi la plupart des frontières ont toujours été multifonctionnelles, à la fois barrière et interface, à la fois espace de conflit et d'intégration avec un autre monde.

Cela explique les nombreux débats qui peuvent toucher les frontières ; fixer et tracer la frontière peut être lourd de sens, le tracé des frontières polonaises sur des territoires historiquement allemands a ainsi engendré des déplacements de population et des débats durant 50 ans. Les frontières maritimes, plus floues au premier abord que les frontières terrestres, ont été nettement précisées et ont contribué à une territorialisation qui n'a pas handicapé la capacité des océans à jouer leur rôle moteur de la circulation mondiale des marchandises.

Enfin l'objectif du chapitre conclusif est d'analyser les frontières internes et externes de l'UE. Les frontières à la fois effacées et extrêmement présentes. Les espaces transfrontaliers sont devenus des espaces à part d'un dynamisme peu commun mais on peut aussi observer un durcissement des frontières extérieures dans une logique de « barriérisation » dont la fermeté diffère d'un état à l'autre. Aujourd'hui les frontières n'échappent pas la tension des débats. Le Brexit donne un exemple de redistribution des fonctions frontalières dont les enjeux peuvent être lourds de sens dès janvier 2021. Alors embarquons pour l'Europe et réfléchissons aux enjeux fonctionnels des frontières de cet espace unique d'intégration frontalière.

## I/ L'UE, un espace sans frontière interne ?

### A. Une intégration régionale complète grâce à l'effacement des frontières commerciales ?



L'Europe est un continent très partagé. L'Europe possède 28% des dyades mondiales pour seulement 3,3% des terres émergées ce qui souligne le caractère particulièrement divisé de ce sous-continent. De nombreuses frontières sont récentes et ont été fixées après le démantèlement du bloc de l'est. C'est le cas des frontières des pays baltes et de l'ensemble des anciennes républiques soviétiques qui devenues indépendantes ont vu émerger de nouvelles frontières (Moldavie, Ukraine). D'autres ont été fixées un peu plus tard. La Tchécoslovaquie s'est divisée en deux en 1995 fixant une nouvelle dyade.

Dans le même temps l'UE a cherché à se renforcer en élargissant son espace dans une logique d'intégration accélérée. C'est ainsi qu'en 2004, le plus vaste élargissement de l'UE a eu lieu en intégrant 10 nouveaux pays dont la plupart sont d'anciens pays de l'est communiste (Pologne, Slovaquie, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Estonie). En 2007 cet élargissement s'est poursuivi avec l'intégration de 2 nouveaux pays, la Bulgarie et la Roumanie. Enfin en 2013, la Croatie a été le dernier état à intégrer l'UE. La finalité a été à la fois politique et économique. Finalité politique parce que l'objectif était de consolider les démocraties libérales, économique parce que l'UE cherchait à intégrer les pays dans système économique bien huilé à la fois capitaliste et ultra libéral.

Cette logique libérale s'est traduite mécaniquement par l'intégration frontalière. L'espace Schengen créé en 1985 a permis d'abolir les frontières intérieures en mettant en place la libre circulation des biens et des personnes. Cet accord a contribué à défonctionnaliser les frontières (voir dans le chapitre précédent la photographie d'un poste frontière transformé en boutique). L'intégration a été renforcée par la création de la monnaie unique en 1999 mise en libre circulation en 2002. En effet cela a éliminé les changes monétaires et ôté la barrière que cela représentait pour les échanges commerciaux. La gestion commune de la monnaie est souvent débattue mais elle rend l'outil d'échange transparent au franchissement des frontières au sein de la zone Euro (c'est vrai pour les citoyens qui peuvent utiliser leur monnaie habituelle ce qui évite de payer des taux de change et favorise la lisibilité des prix d'un pays à un autre).

Les espaces transfrontaliers montrent une organisation encore plus intense autour de la frontière. La frontière au lieu d'être une barrière, devient un espace d'échange renforcé. C'est le cas des frontières entre les pays où les prix sont très inégaux. On peut le constater entre l'Estonie et la Finlande, entre l'Autriche et la Hongrie. La frontière entre ces pays reste une frontière entre deux mondes différents. Les pays occidentaux à forte capacité de consommation, à fort pouvoir d'achat et les pays de l'est en quête de développement économique dont les revenus plus modestes imposent des prix plus bas. Dans ce cadre les différences de salaires et de prix d'un pays à l'autre favorisent les flux. On observe alors régulièrement des flux de travailleurs frontaliers cherchant de meilleurs salaires qu'au sein de leur pays d'origine. C'est d'ailleurs observable pour certains français qui vont travailler en tant que travailleurs frontaliers au Luxembourg pour y trouver des salaires plus confortables.

L'UE soutient d'ailleurs ces espaces transfrontaliers en cherchant à les valoriser. Les **GECT** (Groupement Européens de Coopération territoriale) ont pour mission de trouver des solutions pour surmonter les obstacles liés aux législations nationales de manière à favoriser l'intégration frontalière à l'échelle locale ou régionale. Les programmes **interreg** cherchent à soutenir financièrement les projets de coopération transfrontalière : normes de travail qui convergent, mise en place d'infrastructures transfrontalières etc.

Cf travail p. 258-259 corrigé en visioconférence.

### →FRONTIERES DEFONCTIONNALISEES (frontière ne jouant plus de rôle barrière) (Q1)

DOC1→coopération transfrontalière en mer Baltique→politique de coordination des états riverains en vue de régler des problèmes environnementaux qui dépassent les frontières.

→coopération pour lutter contre les réseaux de crimes transfrontaliers

→une politique qui associe états membres de l'UE (8) et prévoit une coopération au-delà de l'UE avec la Biélorussie, la Russie et la Norvège (membre de l'espace Schengen mais pas de l'UE)

DOC2→forum du travail transfrontalier France-Allemagne→dépassement de la frontière dans le cadre du travail ayant lieu en Alsace. Politique visant à inciter les déplacements transfrontaliers quotidiens ce qui contribue à la défonctionnalisation frontalière. Dans le cadre de la crise du COVID 19, seuls les

travailleurs transfrontaliers sont autorisés à franchir quotidiennement la frontière au sein de l'espace Schengen.

DOC3 → une frontière encore franchie au quotidien par des travailleurs transfrontaliers mais pour combien de temps. Si la frontière a été difficilement abolie entre les deux Irlande, il y a des probabilités importantes de refunctionalisation et de « barriérification » de la frontière en raison du Brexit ce qui justifie les panneaux le long de la route cf doc 3 p. 259

DOC 4 → Erasmus est un symbole de l'abolition des frontières européennes. Le financement des études des étudiants européens à l'étranger cherche à développer une conscience européenne au-delà des frontières. Le traité de Maastricht créa le statut de citoyen européen en 1993 qui avait pour objectif de construire une identité européenne. Aujourd'hui cet objectif n'est pas atteint et l'euroscpticisme (idée selon laquelle l'UE en tant qu'espace de libre échange ne sert pas les intérêts des peuples) gagne.

On reproche à l'UE d'être une Europe des marchands. De fait l'ouverture de l'espace Schengen vers les pays de l'est a ouvert la boîte de Pandore. En effet cela a créé un espace de libre échange avec des frontières défunctionalisées entre des pays au niveau de vie dissemblable. Les pays de l'est présentent des salaires beaucoup plus faibles qui ont entraîné des délocalisations de l'ouest vers l'est contribuant à mettre en concurrence les travailleurs à l'échelle européenne. La plupart des souverainistes européens souhaitent un retour à des frontières fonctionnelles permettant aux états de conserver leur souveraineté politique et économique.

### 3 Affiche entre la République d'Irlande (Eire) et l'Irlande du Nord en 2017

Le Brexit (2019) implique que l'Irlande du Nord, composante du Royaume-Uni, quitte l'UE.

Traduction :

- ① Durcissement des frontières, Contrôles douaniers, Embouteillages, Fermeture des petites routes frontalières locales, Déclin économique.
- ② Les frontaliers contre le Brexit. Respectez notre vote en faveur du maintien dans l'UE.
- ③ Manifestation contre la frontière et contre les barrières.

→ Comment expliquer les messages portés par cette affiche ?

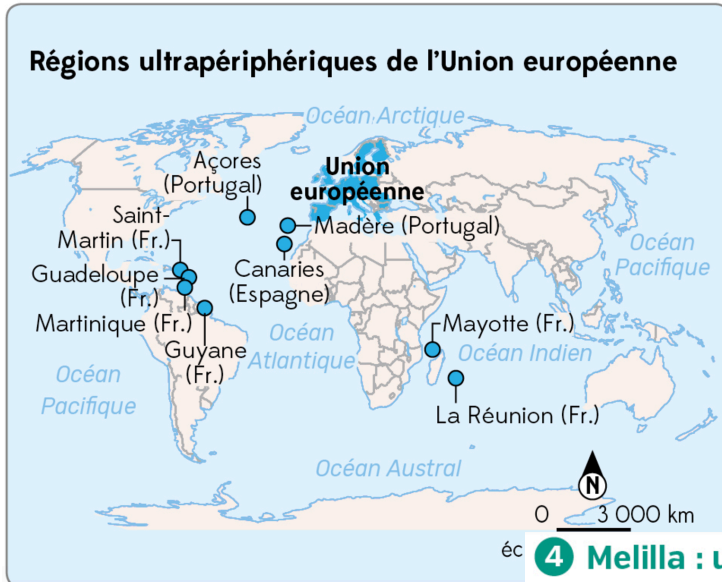


Le franchissement des frontières européennes pose généralement peu de difficultés hormis dans le cas de l'épisode du COVID 19 où l'espace Schengen a été mis en suspens. Le Brexit rebat les cartes de certaines frontières. La frontière nord irlandaise peut de nouveau devenir une barrière. De fait la rupture monétaire et réglementaire était réelle mais les accords douaniers avaient su faire de l'Irlande un espace de libre de circulation dans sa totalité. L'Ecosse est de son côté prête à jouer sa carte en demandant l'indépendance pour se maintenir dans l'UE sachant que les Ecossais ont massivement voté en faveur du « remain ». De fait le Brexit peut favoriser une « rebarriérification » de certaines frontières mais nous ne le serons qu'en janvier 2021.

## B. Des frontières encore existantes mais non conflictuelles ?

Les frontières existent encore matériellement malgré leur défonctionnalisation partielle. L'UE est un espace à géométrie variable. L'espace Schengen, la zone Euro et l'UE ne recouvrent pas les mêmes territoires. Le RU longtemps membre de l'UE n'était pas membre de l'espace Schengen ni de la zone Euro. La Norvège, l'Islande, la Suisse sont membres de l'espace Schengen mais pas de l'UE ni de la zone Euro. On comprend dès lors que les réglementations qui matérialisent administrativement les frontières soient extrêmement variables.

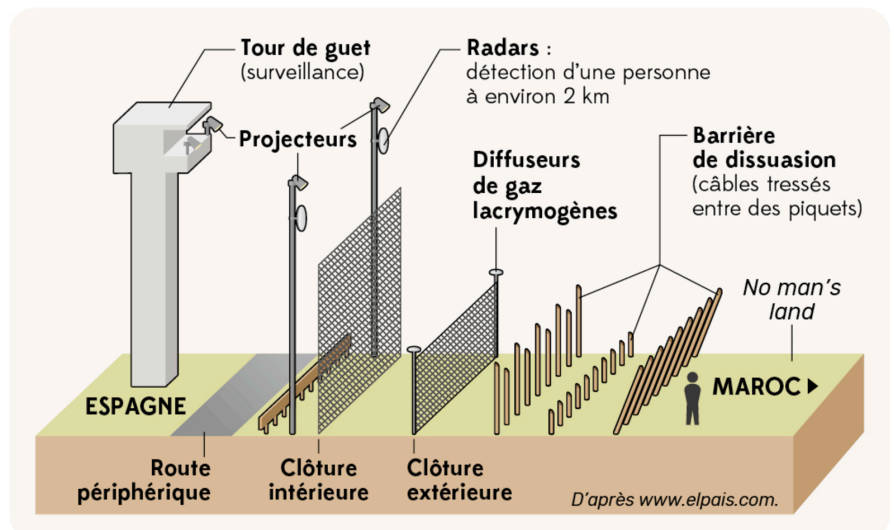
A ceci on peut ajouter que les territoires européens sont très variés et pour certains, extra-européens. On les appelle les RUP, les régions ultrapériphériques. Il s'agit des espaces d'outremer détenus par des pays de l'UE. Ces RUP voient les réglementations européennes s'appliquer<sup>1</sup>. Au-delà le statut de PTOM (Pays et Territoires d'Outremer) a été accordé aux territoires plus lointains dont les populations ont le statut de citoyens européens. Ces territoires ne font pas partie de l'UE mais sont associées, cela favorise leur accès au marché commun européen sans être obligé de subir la réciprocité qui



pourrait être terrible pour des territoires insulaires aux possibilités économiques limitées. On retrouve dans cette catégorie des territoires diversifiés tels que le Groenland (propriété du Danemark)<sup>2</sup>.

Certains peuvent être relativement proches de l'Europe comme les villes de Ceuta et de Melilla en Afrique. Ces possessions espagnoles engendrent une volonté de contrôle très ferme des frontières. En raison de la pression des migrants, des barrières physiques avec gaz lacrymogène, no man's land, miradors ont été érigés pour lutter activement contre l'émigration. En effet, si les accords de Schengen stipulent une défonctionnalisation des frontières intérieures, les frontières extérieures doivent conserver leur rôle de barrière. Chaque pays qui possède une frontière extérieure doit garantir le contrôle de celle-ci. La crise des migrants en 2015 (plus de 1,5 millions de personnes) a mis au jour

### 4 Melilla : une frontière entre le Maroc et l'Espagne



La barrière de Melilla, longue de 12 km, a commencé à être aménagée en 1998. Elle n'a cessé d'être renforcée au cours des années 2000-2010 pour freiner l'immigration illégale et la contrebande.

<sup>1</sup> Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Martin pour la France (les RUP française ne font pas partie de l'espace Schengen pour limiter la concurrence de l'agriculture locale), les Canaries pour l'Espagne, Madère et les Açores pour le Portugal.

<sup>2</sup> Pour lutter contre l'immigration illégale à Mayotte, le gouvernement (initiative du sénat en réalité) français a modifié le droit du sol. Il faut désormais que la mère de l'enfant soit en situation régulière pour que l'enfant puisse obtenir la nationalité française à sa majorité.

les dissensions entre les états européens sur cette question. Les états concernés au premier chef par ces migrations ont subi la situation en essayant les reproches d'autres pays les accusant de laisser passer les migrants. Plusieurs pays ont menacé de fermer leurs frontières. En 2016, un accord a cherché à faire jouer la solidarité en répartissant les migrants dans différents pays européens mais certains pays ont refusé comme la Hongrie qui a totalement fermé la porte à l'entrée des migrants sur son territoire.

La question des frontières en Europe reste constamment mouvante. La situation actuelle en témoigne. Alors qu'on pensait qu'il était impensable de mettre entre parenthèse les accords de Schengen, l'épisode du COVID a démontré le contraire. L'acte 2 de cet épisode sera la définition des règles européennes futures. La crise a montré les difficultés de l'UE à prendre des décisions rapides et pertinentes. Ses opposants vont sûrement s'en servir pour remettre en question le bien fondé de frontières ouvertes qui ne protègent pas leurs populations<sup>3</sup>. Aujourd'hui les partisans de l'UE diront que cela a permis au continent de vivre en paix ce qui est vrai mais en 2020, cela ne peut plus suffire. L'Europe s'affaiblit sur la scène internationale et la pression chinoise se fait de plus en plus forte avec la création des nouvelles routes de la soie qui ont déjà trouvé des alliés en Europe (Hongrie, Italie).

---

<sup>3</sup> Accusation récurrente des eurosceptiques, ils estiment que l'UE sert les intérêts financiers des entreprises en favorisant le travail délocalisé avec droit et salaire du pays d'origine, ils remettent en question les délocalisations vers les pays de l'est ou encore une politique migratoire jugée trop laxiste.